

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 22/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société GERFLOR PROVENCE SNC**

ZI du Bois des Lots  
26130 ST PAUL TROIS CHATEAUX

Référence : 20220713-RAP-DAEN0623

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement GERFLOR PROVENCE SNC implanté ZI du Bois des Lots 26130 ST PAUL TROIS CHATEAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GERFLOR PROVENCE SNC
- ZI du Bois des Lots 26130 ST PAUL TROIS CHATEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0006102715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Gerflor Provence SNC est spécialisée dans la fabrication de revêtement de sol souple à base de PVC par différents procédés : impression (héliogravure ou numérique), enduction, extrusion, pressage, calandrage, usinage...

L'activité est implantée sur un site de 20 ha sur lequel sont exploitées 4 unités de production autonome : 2M, 4M, P2000 et KLAM.

Le site compte un peu plus de 900 salariés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse – consommation eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
SECHERESSE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2022, Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté sécheresse susvisées ne sont pas respectées.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** SÉCHERESSE - consommation eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 1 – Abrogé par l'arrêté du 07/07/2022, abrogé par l'arrêté du 20/07/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau – consommation
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse.
<b>Constats :</b> La réduction de 40 % n'est pas respectée.
<b>Observations :</b> Les ratios consommation d'eau/m <sup>2</sup> s'améliorent grâce à la mise en place de plusieurs dispositions : recyclage, groupe froid au lieu de boucle de rafraîchissement, réparation de fuites...  Le plus bas historique en termes de consommation a été atteint en 2021 avec environ 140 000 m <sup>3</sup> . L'objectif en 2022 est de – 7% soit 130 000 m <sup>3</sup> .  Le site est équipé d'un compteur avec renvoi d'informations permettant de suivre les consommations en continu et de détecter les dérives (fuites).  L'eau provenant du forage représente 120 000 m <sup>3</sup> . Les 10 000 restants correspondent à de l'eau de distribution essentiellement pour la consommation du personnel. L'effectif étant de 900 personnes environ.  L'eau de forage est utilisée pour des systèmes de refroidissement de l'usine (TAR). Il s'agit d'eau claire renvoyée pour partie en nappe par infiltration. Le volume restitué est ainsi de 80 000 m <sup>3</sup> . Les 40 000 m <sup>3</sup> restants sont utilisés pour des systèmes d'échanges de chaleur au niveau de la production. L'eau circule dans les cylindres pour chauffer puis refroidir le produit. Cette eau qui se charge en conductivité est envoyée au réseau d'assainissement de St Paul Trois Châteaux.  La consommation nette est donc de 40 000 m <sup>3</sup> .  Une TAR a fait l'objet d'un remplacement par un groupe froid. La consommation énergétique est importante et le bilan environnemental pourrait être négatif d'autant que les consommations énergétiques deviennent un enjeu majeur pour l'industrie dans le contexte international actuel.  Un arrêt partiel du site est programmé au mois d'août. Durant cette période, l'usine ne consommera pas d'eau.  L'exploitant propose de restituer le prélèvement directement en nappe via le forage existant afin de limiter les déperditions liées à l'évaporation et la consommation des végétaux. La température de retour est de 17°C et n'est pas susceptible d'être polluée. Sur ce point, l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise que la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral n°2015327-0020 du 23 novembre 2015 autorise la réfrigération en circuit ouvert, limitée toutefois à la pompe à chaleur.

Un échange téléphonique a eu lieu le mercredi 20 juillet 2022 avec l'exploitant concernant la possibilité de mettre en place un retour d'eau directement dans la nappe. Il apparaît que :

- cette solution peut être mise en place très rapidement ;
- la restitution directe de 80 % du volume total prélevé permettra un gain direct d'environ 20 %.

L'arrêté préfectoral « sécheresse » du 31/05/2022 a été abrogé par l'arrêté préfectoral du 07/07/2022 lui-même abrogé par l'arrêté préfectoral n°26-2022-07-20-00004 du 20/07/2022 actuellement en vigueur qui place la zone hydrographique de gestion de la Berre en situation de crise et impose une réduction de 60 % de la consommation d'eau. Même si la solution proposée par GERFLOR PROVENCE SNC ne permet pas de respecter les 60 % de réduction de consommation d'eau imposés à l'annexe 1 de l'arrêté sécheresse, nous invitons l'exploitant à mettre en place cette solution de retour direct via le forage existant, compte tenu du gain non négligeable que cela représente (environ 16 000 m<sup>3</sup>).

L'exploitant garantira toutefois l'absence de risque de pollution de cette eau.

En ce qui concerne les 40 000 m<sup>3</sup> d'eau envoyée au réseau d'eaux usées, l'inspection de l'environnement proposera la prescription d'une ETE afin d'explorer les solutions envisageables pour réduire ce rejet (boucle, géothermie,...).

D'un point de vue réglementaire, l'exploitant est autorisé à l'article 4.1.1 de son arrêté préfectoral, à :

- prélever dans son eau de forage une consommation nette de 77 000 m<sup>3</sup> maximum ;
- restituer au milieu a minima 37 %.

Les éléments susmentionnés dans le rapport montrent la conformité du site sur ces points.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription